

CRISE COVID : LES PERSONNELS SE MOBILISENT MALGRÉ ET CONTRE BLANQUER

L'annonce d'un nouveau confinement, en version allégée, par Emmanuel Macron pendant les vacances d'automne a eu pour conséquence la mise en œuvre d'un protocole sanitaire « renforcé » dans les écoles et établissements scolaires.

Comme pour les trois précédents protocoles, les personnels ont eu le droit au même mépris de la part de l'institution : annonces quelques jours avant le retour des élèves dans les classes, pas de banalisation des cours qui aurait pu permettre de s'organiser, équipes laissées seules et appelées à se débrouiller pour adapter les préconisations à la réalité des locaux et des effectifs...

Pire, alors que le gouvernement annonçait une montée très forte de l'épidémie et que les médecin-es soulignaient que les enfants de plus de 11 ans étaient tout autant contaminés et contaminants que les adultes, il est vite devenu évident que le protocole n'était renforcé que dans sa rédaction et certainement pas dans sa pratique.

Sans moyens supplémentaires, impossible d'éviter le brassage d'élèves dans les couloirs et celui des classes en lycée alors que les groupes classe sont en partie éclatés en première et terminale, impossible aussi d'imposer la distanciation physique dans les cantines.

Quant au ministre, il continuait d'afficher des taux de contamination extrêmement faibles chez les élèves et les personnels - à se demander pourquoi un renforcement du protocole ! - complètement démentis par santé publique France et peinait à expliquer qu'une cantine n'avait rien à voir avec un restaurant.

Le constat de l'impossibilité d'assurer la sécurité des élèves, des personnels et de leurs familles a très vite mobilisé les personnels, déjà épuisés par la situation depuis septembre et vent debout contre le refus de dernière minute du ministre de les laisser se réunir pour préparer l'hommage à Samuel Paty.

Dès la semaine de rentrée, des grèves et exercices du droit de retrait se sont multipliés, en particulier en lycée.

Une intersyndicale CGT Éducation, FSU, FO et SUD a appelé à une grève le 10 novembre pour exiger des moyens en personnels et en locaux afin de diminuer les effectifs élèves.

La conjugaison des actions locales et de cet appel ont fait reculer le ministre qui a laissé la possibilité aux lycées de travailler en demi-effectifs.

La grève du 10 novembre a été massivement suivie dans les collèges mais a également notablement touché le premier degré.

De même, la colère accumulée chez les assistant-es d'éducation (AEd), en première ligne face à l'épidémie et dans la gestion du protocole, s'est cristallisée par un mouvement de grève le 1^{er} décembre, à l'appel de la CGT Éducation et de SUD et soutenu par le SNES, qui a dépassé le seul cadre sanitaire pour mettre en avant la précarité statutaire et salariale de ces personnels.

On le voit, la colère monte dans l'éduca-

tion nationale et face à l'absence institutionnelle, les personnels sont amenés à s'organiser et à démontrer leur combativité.

Pour autant, rien n'est vraiment réglé dans la lutte contre la crise et ces effets qui aggravent les difficultés et inégalités scolaires accumulées depuis le premier confinement. Le ministre se refuse à modifier les programmes pour y faire face et maintient, contre toute logique, les épreuves de spécialités de terminale en mars par exemple.

C'est un plan d'urgence pour l'École que la CGT et les personnels exigent ainsi que l'abrogation des réformes qui aggravent la logique de tri social du système éducatif et dégradent leurs conditions de travail

Pour ce faire, et pour exiger une revalorisation de l'ensemble des catégories de personnels sans contrepartie, la CGT avec la FSU, FO et SUD appellent les personnels à poursuivre les mobilisations et à se mettre massivement en grève le 26 janvier.

